



26 juillet 2024

Macron invite le président argentin Milei : un soutien explicite à l'extrême droite !

Ce vendredi 26 juillet, le président français a décidé d'inviter à l'Elysée le président argentin. Ce n'est pas qu'une anecdote au détour des nombreuses rencontres inutiles entre "hommes d'état". Javier Milei est un militant d'extrême droite, impliqué dans la mise en oeuvre d'une politique réactionnaire et négationniste dans son pays, et partie prenante de la construction d'un pôle fasciste à l'échelle internationale.

Depuis sa prise de fonction en janvier 2024, le gouvernement de Milei multiplie les décisions et déclarations réactionnaires, liberticides et négationnistes. Il s'attaque aux travailleurs et travailleuses, aux droits des femmes, à la liberté d'association et de manifestation, aux coopératives ouvrières, appelle à la haine et à la violence, nie les crimes de la dictature militaire (1976-1983), ...

Quelques semaines avant les élections européennes, Milei était à Madrid pour soutenir une dizaine de partis d'extrême droite, dont le Rassemblement national de Le Pen, Vox d'Abascal, Fratelli d'Italie, ou encore Fidesz d'Orban.

Juste avant de venir à l'Elysée, Milei s'en est pris à l'Institut Universitaire National des Droits Humains (symboliquement nommé "Université des Mères de la Place de Mai"), qu'il veut désormais régenter ! Pendant que Milei était à l'Elysée, des députés de son parti rendaient visite à des militaires condamnés pour crimes contre l'humanité lors de la dictature, pour leur annoncer que leurs peines seraient bientôt annulées.

L'invitation de Milei par Macron est une insulte envers les dizaines de milliers de victimes de la dictature militaire argentine. C'est une provocation envers le peuple de ce pays et notamment la classe ouvrière et les syndicats qui organisent aujourd'hui la résistance aux mesures réactionnaires, liberticides, antiféministes, racistes, discriminatoires, pro-capitalistes.

L'Union syndicale Solidaires, membre du Réseau syndical international de solidarité et de luttes, réaffirme son soutien aux organisations syndicales argentines et aux mouvements sociaux de ce pays.